NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Rouge Emeraude

Bulletin du comité du pays malouin du Nouveau Parti Anticapitaliste

n°68
Juillet 2020

Nouveau gouvernement pour une même politique

Nous refusons toujours de payer leurs crises !

La nomination de Jean Castex comme Premier ministre avait annoncé la couleur. Ce proche de Sarkozy est connu pour avoir mis en place la T2A, la tarification à l'activité dans les hôpitaux visant à faire fonctionner ceux-ci comme de véritables entreprises...avec le résultat que l'on sait.

Anciens comme nouveaux, les ministres de ce gouvernement ne font que le confirmer: Macron veut creuser le sillon d'une politique toujours plus antisociale.

Associations de malfaiteurs

Ainsi le maintien d'un certain nombre de ministres – pourtant fort contestés – marque l'affirmation d'une continuité contre notre camp social. C'est le cas de Le Maire qui reste à l'Économie, le ministre des milliards distribués à fonds perdu à des entreprises qui suppriment des emplois, sans s'opposer aux fermetures d'usine. C'est aussi Blanquer dans l'Éducation nationale : de la loi qui porte son nom à la prétendue « continuité pédagogique », avec son mépris des élèves et des personnels, l'autoritaire Blanquer aurait bien mérité de dégager pour l'ensemble de son œuvre…

Accusé de viol (avec une enquête en cours), l'arrivée du sarkozyste Darmanin au ministère de l'Intérieur est une provocation, mais c'est surtout un gage donné aux syndicats de police les plus réactionnaires. L'arrivée surprise de Dupond-Moretti, avocat des prétendues causes perdues mais surtout de ceux qui se croient intouchables (Balkany, Cahuzac, Tron…), confirme la volonté de s'adresser à la droite populiste. Enfin, la nomination de Barbara Pompili, chantre du capitalisme vert et de l'écologie de marché, n'est qu'une opération de com' au lendemain de la Convention citoyenne sur le climat et de la poussée d'EÉLV dans les urnes. Cela sans parler des nominations d'Amélie de Montchalin, ex-cadre d'Axa, à la fonction publique ou de l'animatrice télé Roselyne Bachelot...

La régression sociale au programme

Pour tout ce petit monde, la feuille de route est claire. À lui seul, le retour au premier plan de la réforme des retraites annoncées par Macron lui-même (avec l'allongement possible de la durée de cotisation) est une profession de foi que l'on ne connaît que trop, après les semaines d'affrontement social et de grève reconductible dans les transports en décembre et janvier derniers. Avec en plus la petite touche personnelle présidentielle, son mépris social toujours plus grand : il faudrait « *mettre fin à cette maladie française qu'est la préférence au chômage* »… Cela au moment même où les effets de la crise économique engendrent une succession de plans sociaux et d'annonces de licenciements ou de suppression de postes, en particulier dans l'industrie automobile ou aéronautique.

Nous ne nous laisserons pas faire !

Avec le choc économique qui vient, pour résister à une crise du capitalisme dont on a vu les multiples effets ces dernières années (crise sanitaire, environnementale, économique, démocratique…), **celles et ceux d'en bas doivent prendre leurs affaires en main, d'abord en organisant les résistance**s.

Cela commence le mardi 14 juillet, où les salariéEs, en particulier les personnels hospitaliers, se retrouveront dans la rue pour porter leurs revendications et donner un premier avertissement à Macron et ses amis capitalistes. Dans le contexte des mobilisations internationales de ces dernières semaines contre le racisme et les violences policières, la manifestation de Beaumont-sur-Oise (95) afin d'obtenir la vérité et la justice sur la mort d'Adama Traoré, est aussi un rendez-vous important. Deux dates qui doivent être les premiers jalons d'un été que l'on espère chaud, et qui annoncent une rentrée où les luttes contre ce pouvoir et les capitalistes qu'il sert, devront se conjuguer avec la **construction d'une alternative à un système toujours plus mortifère.**

L'édition papier de l'hebdomadaire du NPA,
l'ANTICAPITALISTE
est reprise.
Vous pouvez cependant avoir accès à certains articles en ligne par https://npa2009.org/publications-npa/hebdo-semaine

« *Un violeur à l'intérieur, un complice à la justice* »
C'est avec ce slogan que des milliers de féministes, femmes mais aussi hommes, ont manifesté le vendredi 10 juillet dans différentes villes contre la nomination de Darmanin au ministère de l'intérieur et de Dupont-Moretti à celui de la justice. Darmanin est en effet visé par une plainte pour viol. S'il a droit à la présomption d'innocence, il n'en reste pas moins que les faits sont établis : il a obtenu des relations sexuelles d'une femme en échange de son intervention. Seule la qualification juridique précise de ces faits reste à établir : viol, trafic d'influence, harcèlement, chantage sexuel. Quant à Dupont-Moretti, il a tenu des propos sexistes insultants qui permettent de douter de ses intentions de défendre les droits et la dignité des femmes.
Ces nominations sont donc de véritables insultes à celles et ceux qui se battent pour l'égalité et le respect des femmes.

BREVES DE PONTONS

POUR LES ANNEES QUI VIENNENT, CE SERA TOUJOURS, NI LURTON, NI LE GAGNE

G. LURTON a emporté haut la main le second tour de l'élection municipale de Saint-Malo.

C'était prévisible vu le socle électoral dont il disposait. Ce qui l'était moins, c'est la montée de l'abstention à un niveau inédit pour ce type de scrutin **(58%)** et en définitive le relativement faible nombre de voix qui se sont portées sur sa liste.

Ainsi, sur les 38.006 malouin.es inscrit.es, G. LURTON et ses colistier.es n'ont recueilli que 10.676 voix et ne sont donc les élu.es que de **28% du corps électoral.** C'est-à-dire à peine plus que Renoult en 2014, pourtant élu lors d'une triangulaire. On a vu ce qu'a donné cette dernière municipalité mal élue…

Pas de quoi pavoiser donc.

Pas de quoi se la jouer non plus d'autant qu'avec la minorité LE GAGNE, quoi qu'elle en dise, il n'y aura pas d'opposition au sein du conseil municipal de Saint-Malo. Vous nous direz, « *donc ce sera comme sous la mandature Renoult* » et vous aurez totalement raison…

Pas de quoi non plus comme le fait le Parti Socialiste, « saluer le choix des électeurs », comme si l'abstention n'exprimait pas aussi un moyen de manifester sa défiance vis-à-vis du système institutionnel.

Et donc, comme depuis 2014 (au moins), l'opposition sera celle que nous construirons dans l'action, dans la rue, dans la cour du Château…, partis, associations, salarié.es, jeunes, sans-emplois, retraité.es…

On sait faire. On le fera !

Le 2 juillet 2020, dans l'affaire de la qualité de l'air mise en cause par les rejets de la Timac, le tribunal civil de Saint-Malo a donné raison, en référé, aux douze plaignant·e·s et à OSONS!.

Malgré les arguments présentés par la Timac, non seulement la juge a ordonné une expertise, mais elle a reconnu l'intérêt à agir des plaignants et de l'association !

On peut regretter que la juge ait décidé de faire financer le travail de l'expert non par l'auteur de la pollution, mais par ses victimes. Cependant, l'essentiel reste que pour la première fois, le groupe **Roullier se retrouve non plus face à l'administration, mais devant la** justice pour son activité malouine. Malgré un budget qui se chiffre en milliards et à ses soutiens locaux, les plaignant·e·s ont réussi à faire entendre leurs voix.

Pour que l'expertise ait lieu, il fallait réunir et consigner 7 000 **€** en trois semaines. **Au bout d'une semaine, cette somme a déjà été collectée.** Pour assurer la suite, le financement participatif continue néanmoins par :

https://www.leetchi.com/c/qualite-de-lair-a-saint-malo

L'élection de Poutou à Bordeaux : ca paye de défendre des positions de lutte claires !

La liste Bordeaux en lutte, menée par notre camarade Philippe Poutou, ouvrier chez Ford, a obtenu 9,3 % des suffrages et trois élus au second tour des municipales. Poutou et ses camarades, dont le gilet jaune mutilé par la police Antoine Boudinet, ont refusé de participer à toutes les combinaisons avec des partis compromis par leur participation à des gouvernements, comme celui de Hollande, qui ont mené des politiques anti-sociales et ouvert la voie à Macron. Pourtant, que de pressions se sont exercées sur eux au nom du vote prétendument utile pour la gauche centriste et écologiste. Reproches bien injustifiés puisque cette gauche a finalement remporté la mairie de Bordeaux.

Mais le plus important pour les anti-capitalistes était d'exprimer la colère des classes populaires et des gilets jaunes, de se faire leur porte-voix. Cette position a été comprise par 5000 électeurs restés fidèles au second tour à *Bordeaux en lutte*. Ce succès montre qu'il est possible d'obtenir des succès, même sur le plan électoral, sans se renier.

Nos camarades continueront à défendre les intérêts des travailleurs sans compromis au conseil municipal.

Municipales le pouvoir a été sanctionné, une alternative au système reste à construire

Crise sanitaire, crise économique, crise sociale, et donc crise **démocratique… Avec une** abstention record, le second tour des municipales a confirmé que le système démocratique organi**sé par et pour ceux d'en haut ne marche plus. Le désaveu du** pouvoir actuel, dont les principaux représentants et candidats **sont largement sanctionnés à l'exception d'E. Philippe au Havre,** rejoint la colère contre tout un système et ceux qui le défendent. Les dures semaines de la pandémie qui ont succédé à un mouvement social contre la réforme des retraites, la gestion désas**treuse de l'épidémie par ce gouvernement, son mépris toujours vérifié envers les classes populaires… c'est tout ce qui a nourri la** sanction contre Macron et ses amis, au premier comme au second tour.

Alors que les conséquences néfastes de la crise économique éclatent depuis plusieurs semaines sous la forme de plan sociaux, **de suppressions d'emplois, d'un chômage en forte augmentation, l'impopularité de Macron et de ses choix politiques a éclaboussé** aussi dans certaines villes les autres partis institutionnels, que ceux-ci soient de droite comme de « gauche **»… Dans ce con**texte, on a assisté à une **poussée de l'écologie libérale** qui **polarise aujourd'hui la gauche institutionnelle. C'est le cas à Mar**seille, Lyon, Besançon, Strasbourg, Poitiers ou Tours… Si, au vu **notamment de l'ampleur de la crise climatique et des graves menaces qui pèsent sur l'avenir de la planète, les aspirations** écologiques sont évidemment légitimes, la solution ne viendra toutefois pas de ceux qui, comme EÉLV, ont fait depuis belle lurette une croix sur la transformation de la société, se conten**tant d'un** saupoudrage vert capitalo-compatible.

Pourtant face à la crise écologique, sociale et économique, il y **a urgence et l'arrivée du Rassemblement national à la tête de la** mairie de Perpignan, une ville de plus de 100 000 habitantEs - **une première pour l'extrême droite depuis l'élection de Le Che**vallier à Toulon en 1995 - montre que la crise actuelle peut aussi accoucher du pire.

L'élection de candidatEs issus de listes combatives, comme notre porte-parole Philippe Poutou à Bordeaux, montre que **d'autres voies sont possibles, mais que s'il reste important d'en**voyer dans les conseils municipaux des représentantEs du monde du travail et de ses luttes, la transformation ne vient pas, et ne viendra pas des urnes. **C'est d'autant plus vrai face à cette** crise.

L'heure est à la mobilisation générale : pour en finir avec ce système, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces. Ces dernières semaines, les manifestations de sans-papiers, contre les violences racistes policières, pour un service public hospitalier à la hauteur des risques sanitaires sont des encouragements. La **résignation n'est pas de mise, les colères existent et doivent con**verger, contre Macron et ses amis capitalistes, dont l'illégitimité est confirmée par leur déroute du 28 juin, et plus globalement contre la violence de tout un système qui nous précipite chaque jour un peu plus vers la catastrophe sociale et écologique.

PAS COOL

Ainsi donc, quelques jours après le dépôt des listes candidates du second tour de la municipale malouine, C. BOURQUARD a planté là ses colistier.es et s'est aventurée en solo à apporter sa bienveillante attention à l'opération (vaine) de « verdissement » du programme d'A. LE GAGNE.

Alors là, on comprend que ses colistier.es du rassemblement « vert et solidaire » présenté, un temps, comme exemplaire vu son amplitude (d'EELV à LFI), l'ont eu mauvaise. De même d'ailleurs que certain.es membres de son propre parti (EELV). Et nous compatissons …car une telle attitude personnelle de la part d'une tête de liste n'est effectivement pas acceptable.

Comme quoi l'exigence que le NPA avait affirmé lors des prémices de cette liste, à savoir la nécessité de démarquer son projet de certains votes socialistes et verts de la mandature Renoult et du quinquennat Hollande, était fondée et justifie à postériori notre choix. Si l'on en croit la presse (OF du 11/07), le groupe EELV ne serait pas, désormais, loin de penser la même chose. Tant mieux !

MUNICIPALES SAINT-MALO: QUELQUES REFLEXIONS D'APRES-ELECTIONS

Dans notre numéro 58 (mars 2020), nous avions livré quelques éléments de notre interprétation du 1er tour des élections municipales de Saint-Malo. Nous développions en particulier deux aspects:

- **le rejet massif de l'orientation conduite par la municipalité sortante ,**
- **l'évolution sociologique de la ville**, évolution notoirement défavorable au « forces de gauche » et encore accentuée lors de la mandature Renoult. Nous n'y revenons pas, bien que ce soit néanmoins **le facteur déterminant** du succès des listes de droite et de l'affaiblissement/élimination des listes de gauche.

Pour autant et à la lumière des résultats du 2ème tour, quelques aspects complémentaires méritent d'être évoqués et débattus:

1.**Le rejet de la mandature Renoult,** traduit par l'**élimination cinglante de la liste Coudray,** a été capté G. Lurton et nulle autre liste. Autrement dit, dès lors qu'il est exprimé, le vote de protestation a été très souvent le vote Lurton.

2. la crise sanitaire du Covid 19, quel impact sur l'élection?

D'abord, soutenir que le résultat final du scrutin (et en particulier l'élection de G. Lurton) eut pu être différent s'il n'y avait pas eu la crise sanitaire, nous semble infondé. En revanche, on peut cependant former l'hypothèse que sans l'abstention liée à la crainte de la contamination lors du 1er tour, la liste Lurton aurait pu être élue dès le 15 mars. La composition du Conseil Municipal en aurait été sensiblement modifiée.

3. L'épaisseur et la stabilité du « socle électoral » de G. Lurton. Nous avons, nous-même, au long de la campagne, régulièrement rappelé l'importance du score personnel de G. Lurton à Saint-Malo-ville lors du 1er tour de la législative de 2017 (7639 voix—37,7%) avec une participation de 54% et face à candidate de l'écurie présidentielle. Malgré cela, nous avons sous-estimé la robustesse de ce socle électoral face à 2 listes concurrentes de droite (Coudray et Le Gagne). Ce socle s'est constitué sous les 4 mandats de R. Couanau. Fruit d'une pratique politique clientéliste, particulièrement efficace dans certains quartiers populaires, ce socle s'est consolidé depuis l'élection de G. Lurton à la députation. Rappelons que G. Lurton a obtenu 7960 voix le 15 mars dernier et a bonifié ce score au second tour de 2700 voix, retrouvant son résultat du 2ème tour de la législative de 2017.

4. L'affaiblissement structurel du « vote de classe ». L'examen détaillé des résultats des listes Bourquard et Guillard lors du 1er tour met en évidence un recul significatif du vote de classe, notamment dans les quartiers populaires. Ainsi par exemple, par rapport au scrutin de 2014, ces 2 listes enregistrent une forte érosion en nombre de voix dans les bureaux réputés « de gauche ». Alain Guillard (qui se présentait à la tête de la liste PG-NPA-PCF en 2014) recule de 54 voix à Bellevue et de 23 à La Madeleine. Christine Bourquard s'effondre littéralement dans ces deux quartiers, même si on ajoute à son score le résultat de la liste Perrin. Cette observation nous permet d'émettre 2 hypothèses:

- une partie de l'électorat populaire attaché au vote de classe a quitté ces quartiers pour les communes de la couronne malouine,
- Une autre partie de cet électorat n'a pas trouvé dans la liste Guillard et encore moins dans la liste Bourquard les réponses à ses attentes notamment en terme de radicalité sociale et donc s'est abstenue, voire a traduit son rejet de l'équipe Renoult par un vote Lurton.

5. La dispersion du vote écologiste sur au moins 3 voire 4 listes, sans effet de progression qu'on a puvoir dans d'autres villes, grandes et moyennes.

6. le net **recul du Rassemblement National** en particulier dans les quartiers populaires (exemple: 96 voix à la Découverte en 2014, 41 en 2020).

A PROPOS D'UN « CONSEIL D'EN FACE »

Voilà qu'apparaît dans le paysage local une initiative nommée « *le conseil d'en face* ».Selon ses promoteur-trices que nous avons côtoyés en tant qu'engagé.es dans la liste municipale Saint-Malo *autrement* et qui se sont bien gardés de nous parler de leur projet, l'objectif, est de « *faire vivre une opposition exécutive, portant une vision politique alternative de celle de la majorité municipale* ». Admettons, même si nous pensons à priori que ce type de projet est difficile à tenir sur la durée. Toutes proportions gardées, l'échec du « contre –gouvernement » de 1966 en atteste. Et c'était Mitterrand qui était à la manœuvre...

On nous assure du caractère « *civique et démocratique* », « *ouvert aux malouines et malouins* » de cette « *institution* ». Sauf que, sans même esquisser la moindre analyse des résultats des 2 listes de gauche ni même tirer le moindre bilan documenté des campagnes et en débattre collectivement, ces personnes qui s'autodésignent comme maire et adjoint.es adoptent **une méthode de construction** de projet qui est **tout sauf démocratique et ouverte** (autoproclamation, cooptation, hiérarchie interne, discipline de vote…). C'est à dire à l'opposé de ce qui a été pratiqué dans Saint-Malo *autrement* (élaboration et adoption de la charte constitutive et des principes de fonctionnement en assemblée ouverte, élection à toutes les responsabilités, tirage au sort des candidat.es, non cumul et rotation des mandats, absence de hiérarchie…), même si cette construction ne peut être exempte de critiques. Autrement dit, les **porteurs de ce projet ont abandonné l'esprit et la pratique de la charte de Saint-Malo *autrement*** que la plupart d'entre eux ont signé et notamment le paragraphe qui disait: « *nous avons banni les processus habituels de constitution de liste et de tractations préélectorales entre petits groupes d'initiés. Seuls la participation, l'expression libre et l'échange public de tous et toutes le permettront*». De ce point de vue, nous considérons que **leur projet est en rupture avec cette expérience commune**.

Par ailleurs, et pour avoir échangé rapidement avec quelques militants malouins de Génération.s, de la France Insoumise et de l'UDB, nous ne pensons pas que cette initiative puisse se prévaloir de représenter « **la** gauche malouine », d'autant que certains « *adjoint.es d'en face* » se sont laissés aller à exprimer un soutien de citoyens au vote Le Gagne pour le second tour !

Nous n'en rajouterons pas en évoquant le ralliement de la chef de file du PCF au Parti Socialiste, également embarquée dans cette affaire. Ses explications pour justifier sa démission du PCF, tel cet abscons « *identitarisme paradoxal* » et cette opinion selon laquelle le PS serait « *l'espace le plus à même d'offrir à nouveau une perspective heureuse et juste* », nous ont surpris et auront probablement irrité nombre de ses ex-camarades. Nous n'en rajouterons pas non plus en évoquant l'étrange amnésie qui semble frapper les membres du Parti Socialiste (qui patronne ce « *Conseil d'en face* »). Faut-il leur rappeler qu'il y a seulement 3 ans, un président de la république, ancien 1er secrétaire du Parti socialiste, n'osait même pas se représenter pour défendre le bilan de son quinquennat, dont tout le monde a en mémoire, au moins dans les classes populaires, la casse du Code du Travail à coup de 49.3. Rien que cela ! Et dans cette période, on ne les a pas entendu beaucoup se réclamer de la justice sociale et de la démocratie .

Si rassembler la gauche est réellement l'objectif de cette initiative, voilà donc un outil bien mal emmanché, avec le risque qu'il devienne une nouvelle occasion « *ratée* ». On aurait certainement, ensemble, pu faire….*autrement*. Cela aurait pu être aussi un cadre d'actions unitaire pour *le monde d'après*.

Les militant.e.s du NPA, signataires de la charte de Saint-Malo *autrement*

Contre les licenciements et fermetures, c'est tous ensemble qu'il faut lutter

Le 4 juillet, plus de 5000 personnes sont descendues dans les rues de Lannion pour dénoncer les suppressions de postes chez Nokia. La moitié des 800 salariés bretons de Nokia sont menacés. Ce plan de restructuration sur les dos des travailleurs est le quatrième depuis 2016, date de la reprise d'Alcatel-Lucent par Nokia.

La veille, ce sont 200 salariés de Hop, filiale d'Air France, qui ont manifesté à Morlaix. Le site est occupé et bloqué depuis une semaine. Air France a annoncé la fermeture de ce site d'ici 2023. Un nouveau rassemblement a eu lieu sur le site mercredi 8.

Les fonderies de Bretagne, filiale de Renault implantées depuis 1965 à Caudan, dans le Morbihan, ont fait l'objet fin mai d'une tentative de fermeture. Pour l'instant, et sous la pression de la mobilisation des salariés, la direction a reculé.

Ici, à Saint-Malo, les dockers de la SMM sont licenciés (voir ci-dessous)

On le voit la Bretagne n'est pas épargnée par les restructurations qui déferlent en ce moment. Pourtant, toutes les entreprises ont été copieusement arrosées de subventions et de dégrèvement de cotisations et impôts divers depuis des années. On pourrait multiplier les exemples. Et les grosses boîtes, c'est un peu l'arbre qui cache la forêt des innombrables petites entreprises et commerces qui licencient ou ne réembauchent pas des précaires et des saisonniers. Or il est bien plus difficile de se faire entendre pour ces travailleurs isolés.

La seule solution, c'est l'action collective et la convergence des luttes, car nous savons qu'en nous battant entreprise par entreprise, on n'obtient pas grand-chose, sinon des indemnités vite dépensées. Nous devons œuvrer pour la coordination de toutes ces luttes et pour que les travailleurs isolés puissent s'organiser et s'y joindre.

Photo NPA PM

Les dockers dans la rue

Le jeudi 9 juillet, près de 300 dockers ont manifesté pour soutenir leurs 32 collègues malouins menacés de licenciement. La Société Malouine de Manutention qui les emploie a été mise en liquidation par le tribunal de commerce de Saint Brieuc le 24 juin dernier.

Ils étaient venus de Brest, Rouen, le Hâvre, Lorient, la Rochelle, Bordeaux et même Fos sur mer. Le slogan « **Pas de docker pas de port** » a résonné devant la sous Préfecture où devait avoir lieu vendredi une rencontre entre les patrons, les autorités et la CGT. De fait, la grève a provoqué la mise à l'arrêt du port

Mais, si ces dockers sont indispensables, il est probable que le projet du patronat du port est de les réembaucher dans d'autres structures et dans des conditions contractuelles plus défavorables.

Les dockers ont donc montré leur détermination. Certes les dockers bénéficient de la forte solidarité de leur corporation, mais on peut toutefois regretter que les travailleurs des autres entreprises malouines n'aient pas été appelés à participer à cette action. Parmi les actionnaires de la SMM, on compte d'ailleurs la Timac, Morvan et Condor Ferries qui s'apprête aussi à licencier une partie de son personnel malouin.

Alors que les licenciements dégringolent de tous les côtés, c'est par une riposte tous ensemble que nous ferons reculer l'État et le patronat.

Ségur de la santé: le compte n'y est toujours pas !

7,5 milliards d'euros c'est une somme, c'est sur mais ca ne suffit toujours pas à rattraper le gel des salaires, revaloriser les carrières et créer les postes nécessaires dans les hôpitaux. Car183 € par mois (en deux fois) ne font pas les 300€ et les 15.000 créations d'emploi annoncées ne font pas les 100.000 réclamés pour accueillir dignement et soigner les patient.es auxquels il faut ajouter les 200.000 pour les EHPAD. Donc, cet accord - qui va être signé par la CFDT, FO et l'UNSA ne règlera rien quant à la crise de l'hôpital et notamment la fuite des compétences.

Aussi le 14 juillet, plusieurs organisations—CGT, SUD-Santé, l'Association des médecins urgentistes de France (AMUF) et le Syndicat national des professionnels infirmiers (SNPI) - ont maintenu leur appel à « *une journée d'action nationale* » au moment où le gouvernement a prévu de rendre un hommage aux personnels soignants

N'hésitez pas à faire part de ce bulletin à vos ami.es,
à visiter notre site internet départemental et à discuter avec nous sur notre page facebook:

http://www.anticapitaliste-35.org
http://www.facebook.com/npaSaintMalo

comité NPA du pays malouin:
npasaintmalo@gmail.com